

Vision en matière d'itinérance

Démarche de participation publique

Activité de participation publique

Groupes de discussion

Période

Février-avril 2023

Public cible

Utilisateurs de services liés à l'itinérance

Activités réalisées à la demande du :

Conseil municipal

Activité	Date	Lieu	Participation
1. Utilisateurs qui fréquentent les services bas seuil	16 mars	Lauberivière	10
2. Utilisateurs ayant vécu une situation d'itinérance	17 mars	Lauberivière	6
3. Utilisatrices services bas seuil	21 mars	Projet LUNE	3
4. Utilisateurs ressources d'hébergement d'urgence	22 mars	Lauberivière	4

Description de l'activité

Groupes de discussion tenus auprès de 4 groupes de citoyens ayant vécu une période sans logement/chambre et/ou une situation de vulnérabilité. Les groupes de discussion se sont déroulés sous forme « d'assemblée de cuisine ». Le nombre de participants était variable d'une activité à l'autre en fonction de l'intérêt et de la mobilisation des personnes.

Résumé des échanges

Cohabitation - sécurité

- La cohabitation entre les personnes qui fréquentent les ressources est un défi. Les services sont bondés, ce qui peut créer des tensions.
- Certaines personnes plus désorganisées ou avec des défis de santé mentale, selon certains participants, ne devraient pas se retrouver à la rue ou dans ces ressources d'urgence.
- Lorsqu'elles doivent passer la nuit à l'extérieur, certaines personnes adoptent des stratégies telles qu'aller dans un bar jusqu'à la fermeture et, ensuite, errer. Cela est toutefois très épuisant pour la personne de rester réveillée et de devoir être vigilante toute la nuit. L'irritabilité est plus grande le lendemain et les occasions de conflits sont fréquentes dans un milieu bondé de personnes.
- Plusieurs ont mentionné la crainte de se faire voler leurs effets personnels, ce qui contribue également à l'augmentation des tensions entre les utilisateurs.

Services souhaités, services à bonifier

- Faciliter l'accès à des services infirmiers.
- Avoir une possibilité de repos durant la journée est important, surtout lorsqu'on est malade. Par exemple, un participant souffre de fibromyalgie et le repos est nécessaire, mais ce n'est pas possible d'avoir accès à un lieu en journée.
- Avoir accès à des psychologues rapidement lorsque le besoin se présente.
- Avoir accès à Internet dans les ressources pour faciliter les différentes démarches nécessaires pour la stabilisation.
- L'accès Internet à la bibliothèque est apprécié, mais il est difficile de conjuguer avec l'attente de soins ou de services dans les différentes ressources.
- Impression que les gens avec des enjeux de santé mentale ne sont souvent pas traités depuis la désinstitutionalisation.
- Il n'y a pas d'endroit où laver son linge. Parfois difficile d'avoir accès à une douche, ce qui rend difficile les démarches de recherche d'emploi, par exemple.

Coordination des services - continuum

- Il y a beaucoup de choses gratuites, mais c'est un dédale pour y avoir accès. Il y a toujours des allers-retours qui amènent une lourdeur.
- C'est long pour obtenir une consultation psychologique. Le système de santé a des déficiences surtout en santé mentale. Le gouvernement a un rôle à jouer.
- S'il y a des délais d'attente, c'est difficile de s'en sortir soi-même. On vient avec l'idée que l'aide n'existe pas ou qu'on ne la mérite pas. Il y a beaucoup de patients. Il faudrait un centre d'aide psychologique. Passer par le système est complexe, la santé mentale est taboue et la société est ignorante. Lorsqu'on appelle des lignes de crise, si ça ne va pas, ils nous disent d'aller à l'urgence. Et à l'urgence, on nous dit que ce n'est pas notre place.

- La toxicomanie et l'urgence, c'est aussi difficile. Le médecin nous dit que ce n'est pas la place pour une personne en état de consommation.
- Pour stabiliser une situation, il y a de nombreuses démarches à faire. Il faut donc être très organisé, ce qui n'est pas toujours évident pour une personne dans la rue.

Logement et hébergements

- Le besoin d'un logement stable transitoire afin de pouvoir faire ses démarches est un besoin partagé par plusieurs utilisateurs rencontrés.
- Sur le marché privé, le prix des loyers est trop élevé particulièrement pour une personne seule.
- Il faudrait des appartements de transition d'une durée minimale de trois mois. Il faudrait des studios et des 3 ½.
- Lorsque l'on est parent, la colocation est une option moins intéressante.
- Avoir accès à des ressources d'urgences à échelle humaine.
- Les participants déplorent les obstacles quant à l'obtention d'un logement social.
- L'exclusion de certaines personnes vers une ressource d'urgence réduit considérablement ses possibilités.
- Les maisons de chambres ne sont pas toujours adaptées pour aider le rétablissement. Il s'agit de lieu où la cohabitation est souvent difficile et où la consommation est très présente.
- Avoir une meilleure connaissance des droits comme locataire afin d'éviter la perte de logement.
- Pour les personnes avec des problèmes de consommation, il faudrait des logements avec accompagnement avec une approche de réduction des méfaits.
- Il faudrait un centre d'hébergement à moyen long terme pour rééduquer et mettre en branle un projet de vie.

Accompagnement et intervenants

- Offrir davantage de logement social et abordable avec accompagnement.
- Assurer aussi un suivi post-hébergement pour aider le maintien en logement.
- Pour certains, le manque de temps des intervenants les empêche d'être pris en charge et d'obtenir les services dont ils ont besoin.
- Le rôle des pairs aidants quant à la circulation de l'information sur les services existants est souligné par plusieurs comme une approche sécurisante.

Participation sociale

- Offrir des opportunités de travail adaptées au contexte des personnes qui fréquentent les ressources.
- La stigmatisation est pesante et le manque de points d'ancrage problématique.
- Avoir la possibilité de faire des activités « comme les autres » contribue à la réaffiliation et redonne confiance.

- Offrir des opportunités d'activités sociales et de loisirs (« À laisser quelqu'un à rien faire, tu vas le faire mourir ! »)

Prochaines étapes

Transmettre ce rapport au conseil municipal et à l'équipe d'intervention pour le vivre-ensemble et la cohésion sociale

Réalisation du rapport

Date

Le 11 avril 2023

Rédigé par

M^{me} Alexandra Mauger, conseillère en consultations publiques, Service de l'interaction citoyenne